Crise sanitaire au Pays basque — Covid-19, Mercedes Benz : la vie avant les profits

lundi 23 mars 2020, par RAMOS Dani (Date de rédaction antérieure : 20 mars 2020).

Le 16 mars, l'usine Mercedes Benz de Vitoria-Gasteiz [1] s'invite à la une des médias : le comité d'entreprise bloque la production en raison de l'attitude dilettante de la direction face à l'évolution de l'épidémie. au niveau social, mais surtout à l'intérieur de l'usine. À l'époque, on ne savait pas comment les événements évolueraient. Aujourd'hui, nous en avons une présentation détaillée par Dani Ramos, membre du syndicat ESK et membre du comité d'entreprise.

Sommaire

- Chronologie de la crise (...)
- Conclusion

Cet exemple de Mercedes met en évidence plusieurs éléments. En premier lieu, l'un des points noirs de l'état d'alerte décrété par le gouvernement qui, d'une part, impose un confinement total aux personnes et, d'autre part, permet aux entreprises qui n'exercent en aucun cas une activité indispensable (comme garantir l'alimentation et l'assistance médicale ou l'assainissement et le nettoyage, etc.) peuvent continuer à fonctionner, ce qui implique la mobilité des personnes et la proximité physique dans l'activité productive ; deuxièmement, l'irresponsabilité criminelle des systèmes de santé (centraux – Etat espagnol-et autonomes-Pays basque-) de ne pas effectuer de tests systématiques sur la population (comme en Corée du Sud) pour détecter les flambées du virus et pouvoir mettre en place des barrières efficaces contre sa propagation ; troisièmement, le despotisme de l'entreprise qui, sur un territoire particulièrement risqué comme Vitoria-Gasteiz, entendait continuer comme si l'épidémie n'était pas là, alors qu'à ce moment-là - en France, sans aller plus loin -, Renault avait déjà fermé ses trois usines ; et quatrièmement, la nécessité de sortir de la paralysie-confinement dans laquelle se trouvent les syndicats, les grands absents de cette crise.

La crise est grave et il faut rattraper le temps perdu. Le gouvernement et les employeurs poursuivent leur politique : vouloir s'attaquer à la crise de Covid-19 sans remettre en question les éléments fondamentaux des politiques néolibérales promues jusqu'à présent, tout en limitant leur mesure à l'épuisement du personnel de santé et à l'application de plus en plus sévère de mesures d'enfermement dans une dynamique de militarisation de la société. Il appartient à la gauche sociale et politique de commencer à proposer des alternatives à cette catastrophe en répondant aux préoccupations des citoyens et en exhortant les institutions et les gouvernements à changer radicalement leurs politiques.

Après le moment culminant des événements survenus lundi 16 mars à l'usine Mercedes de Vitoria,

qui ont conduit à l'arrêt de la production, j'écris cet article avec l'état d'esprit le plus calme.

Je dois commencer par expliquer que, depuis le début de la crise avec COVID-19, le sentiment de vertige que j'ai ressenti est similaire à ce qui s'est passé dans la société : car au début je n'ai pas accordé trop d'importance au sujet du coronavirus, mais au fur et à mesure j'ai pris conscience de la gravité surtout après l'état d'alarme sanitaire institué par arrêté royal du gouvernement de l'État espagnol le samedi 14 mars, avec application immédiate à partir du dimanche 15.

Chronologie de la crise à Mercedes Benz

Je me concentre sur la façon dont les événements se sont produits dans l'usine Mercedes. Dès les premiers jours d'alerte au sujet du COVID-19, l'entreprise a fait référence à la commission des risques professionnels (PRL). Elle a organisé une série de réunions périodiques (lundi, mercredi et vendredi de chaque semaine), pour suivre les cas possibles, les actions à entreprendre et recueillir des suggestions des syndicats sur le sujet.

Dans ces premiers jours, les premiers cas isolés de la société étaient connus et des « contacts étroits » ont été découverts (le nom officiel que le service de santé basque, Osakidetza, donne aux personnes qui ont eu une relation directe avec des cas positifs de COVID-19) à l'usine. L'entreprise a toujours dit de suivre strictement les instructions d'Osakidetza, donc dans ces premiers cas, elle a renvoyé chez elle les personnes qui les avaient « frequentées ». Pendant ce temps, elle prenait d'autres types de mesures, principalement axées sur l'hygiène : elle a placé des distributeurs de désinfectant pour les mains, on sait qu'elle a renforcé le contrat de nettoyage pour les parties communes, les chaînes de montage propres, Et ainsi les jours ont passé. Jusqu'au 5 mars.

Pour la section syndicale de l'ESK ce jour-là, toutes les alarmes se déclenchent. Ce jeudi-là, le premier positif pour COVID-19 est confirmé à l'usine. Il s'agit d'une travailleuse de l'équipe du matin qui était restée chez elle depuis mardi après avoir présenté des symptômes et attendu le résultat du test. Il se trouve que cette travailleuse, pendant cette semaine, suivait l'un des fameux cours, en dehors des heures de travail, elle était donc en contact avec beaucoup plus de personnes qui travaillent également chez Mercedes.

La réponse de Mercedes n'a pas été de placer ses collègues comme mesure préventive en quarantaine. Il n'a également communiqué le résultat positif que tard le vendredi 6 mars et s'est limité à remettre le document des recommandations d'Osakidetza (garder une sorte de quarantaine, notamment prendre sa température, ne pas socialiser, ne pas voyager, etc.), qu'il a fait signer à ceux qui appartenaient au même groupe de travail et à ceux qui suivaient le cours avec la personne concernée. L'entreprise avait l'intention de gagner du temps , elle a également indiqué que s'ils ne présentaient aucun symptôme, ils devraient aller travailler.

La semaine du 9 au 13, il y avait un nombre incessant de personnes dans toute l'usine avec des symptômes. 3 personnes de la même zone de travail et 2 autres qui suivaient le cours sont renvoyées chez elles pour avoir présenté des symptômes. Les 2 personnes de l'atelier (j'ai personnellement parlé avec eux mercredi 11) restent en congé aujourd'hui avec des symptômes bénins, mais sans avoir l'air de devoir être testées.

Le lundi 9, les écoles de Vitoria sont fermées. La réunion du PRL (CHSCT) est avancée au mardi 10 c'est l'annonce que l'alternative au télétravail sera facilitée et que les gens peuvent avoir une certaine flexibilité pour s'occuper de leur situation familiale tant que le secteur de l'usine où ils travaillent peut le permettre. De toute évidence, cette notification de la direction était inefficace et n'était adressée qu'à la galerie, car, dans un processus d'assemblage de chaîne à 3 équipes, une

telle flexibilité est impossible.

Le COVID-19 continue son rôle imparable et les événements se produisent dans la société créant plus de peur et en même temps plus de sensibilisation à travers le monde. Avant les restrictions imposées, l'entreprise est déjà prévenue qu'avec les processus d'assemblage, il est impossible de garantir 1,5 mètre entre les personnes et que la désinfection ne se produit pas dans les outils que les travailleurs partagent. Sans parler du surpeuplement des personnes dans des lieux et heures spécifiques, des vestiaires, des aires de repos, des distributeurs automatiques, des entrées, des sorties, des navettes en bus et en covoiturage. Les désinfectants sont épuisés dans les distributeurs automatiques et la somme de tout ce qui se passe dans l'usine et dans la société est augmentée, provoquant un sentiment de risque pour la santé. La peur et la colère augmentent.

Vendredi 13, le comité d'entreprise demande la fermeture de l'usine car les mesures de sécurité ne sont pas garanties et, de plus, il n'y a pas de critère unique dans les secteurs les concernant. L'entreprise n'envisage en aucun cas de s'arrêter et nous exhorte à ouvrir une négociation pour négocier un ERTE (régulation d'emplois temporaire). Une approche irresponsable qui implique d'arrêter des zones spécifiques et des postes de travail en usine en raison de l'absence de pièces ou de personnes. Bien qu'ESK ait estimé qu'une décision devait être prise maintenant, la journée se termine dans l'attente d'une résolution lundi.

Mais, la cascade d'événements monte en flèche et nous nous retrouvons dans un état d'urgence le week-end. Le week-end se transforme en une folie téléphonique absolue dans laquelle la peur et l'indignation des gens augmentent. Il me serait impossible de résumer ici tout ce qui s'est passé tout au long du week-end et la justesse du torrent d'événements et d'émotions qui se sont produits jusqu'au lundi 16.

Lundi, le comité PRL (CHSCT) donne une série d'instructions aux secteurs pour les transférer sur les chaînes de montage : Respecter la séparation de 1,5 m, avec des attentes aux endroits coïncidant avec la ligne arrêtée, si nécessaire, et livrer des masques pour les travaux effectués en binôme. Les membres du Comité en prennent connaissance et nous voyons que la peur, la colère et l'indignation sont palpables. Il y a même ceux qui nous reprochent de ne pas avoir dirigé les efforts du comité pour ne pas aller travailler. Nous constatons rapidement que l'intention des contrôles eux-mêmes est de se conformer scrupuleusement aux instructions PRL, ce qui signifie des arrêts continus de la production. Le travail s'accompagne sporadiquement de sifflets spontanés, de casseroles et de klaxons, sans slogans de la part des travailleurs et travailleuses.

Au début, nous avons des moments de suspicion et de tension avec certains managers, mais bientôt nous convenons que l'intention est la même. Afin de ne pas masquer la vérité, nous devons dire aux gens qu'ils doivent rester séparés lorsque la production est arrêtée, ce qui signifie ne pas former de « couloirs ». Nous avons donc passé la première heure. À 7 h 00 Nous sommes allés au PRL, où des masques sont livrés et nous leur disons qu'ils ne respectent pas les dispositions de l'arrêté royal de l'Etat d'Alarme Sanitaire qui impose la remise de masques à la Santé Publique. De plus, nous disons que la distance de séparation de 1,5 mètre n'est pas respectée, que les masques ne sont pas adéquats pour éviter l'infection, qu'ils sont livrés sans protocole ni notice d'utilisation, que l'outil n'est pas désinfecté lors de la rotation de poste, etc. etc. Bref, tout est un vrai désastre. Plus tard, nous avons découvert que Mercedes avait 4 000 masques et qu'elle en avait distribué 3 200 le matin.

Il était clair que la production n'allait pas ressembler à une journée normale ; il semblait également clair qu'ils n'allaient pas nous renvoyer chez nous. Parmi les collègues de l'ESK, nous avons commencé à parler de la possibilité de faire un sit-in à la fin de la ligne 10, la dernière chaîne de montage. Pour ce faire, nous avons contacté les services consultatifs du syndicat et en avons discuté avec les autres sections syndicales. Au fil de la matinée, d'autres représentants syndicaux d'autres

syndicats et des représentants des entreprises sont arrivés. Le bureau du PRL devient l'épicentre de la situation. Une représentation du comité a décidé d'appeler l'Ertzaintza-police basque- pour dénoncer les mesures de sécurité et la non-livraison des masques à la Santé Publique. Le non-respect des règles de sécurité est inclus en tant que point de plainte dans PRL et, à mesure que les représentants de l'entreprise arrivent, nous exigeons qu'ils cessent le plus tôt possible et que la réunion de 10h30 soit avancée. Tous se réfèrent au directeur de l'usine Mercedes Gasteiz, M.Titos.

M. Titos se présente peu avant 8h00 du matin et nous convoque pour 9h. Les syndiqués d'ESK ont décidé de retourner sur les lignes pour être avec les autres et continuer d'essayer d'arrêter la production autant que possible. Nous avons reçu les recommandations du bureau d'études et décidé de ne pas réaliser le sit-in seul, ce que nous ne ferions qu'avec la large participation du comité d'entreprise.

A 9 heures, nous sommes informés que la réunion aura lieu à 9h30. La société appelle pour lui demander de la retarder de 15 à 30 minutes mais tout est déclenché.

Nous avons commencé à protester et nous avons proposé d'aller à la ligne 10 pour arrêter la production et attendre d'être appelé. Étonnamment, c'est plus facile que nous ne le pensions et à l'unanimité, nous sommes allés dans toutes les sections syndicales pour effectuer le sit-in. Nous nous tenons là et arrêtons la production. Ce qui se passe désormais comporte 2 développements et 2 scénarios.

Tout d'abord, il y a la scène de la ligne 10. Les applaudissements, les acclamations et les remerciements spontanés surviennent. A 10 heures, la pause-sandwich devient le lieu de rencontre et de rassemblement du hall d'assemblage final sud. Des centaines de travailleurs Mercedes soutiennent, ainsi que des contractuel-les.

Deuxièmement, il y a la rencontre avec l'entreprise, qui a finalement lieu. Le PDG M. Titos ne cède pas, il dit qu'il n'arrêtera pas immédiatement la chaîne et que son intention est d'arrêter, mais en commençant progressivement dans l'après-midi. La production doit donc se poursuivre normalement et l'après-midi, seul le personnel nécessaire travaillera pour s'arrêter lentement. Le plus grave, c'est qu'il prend la décision parce qu'il n'a pas assez de masques pour l'équipe de l'après-midi.

Nous continuons d'insister sur le chômage immédiat et de faciliter le retour à la maison. Il nous accuse de parler d'émotivité et de sabotage. Nous croisons reproches, accusations, mais nous n'avons rien obtenu. Ertzaintza arrive à cela, mais nous dit qu'il ne peut que ramasser la plainte (à propos de Mercedes ne donnant pas les masques au service de santé). L'Ertzaintza refuse de réquisitionner les 800 masques que l'entreprise conserve encore. Nous rencontrons la société pour une nouvelle réunion à 12h30 et le Comité décide de maintenir la séance.

Lors du sit-in, le président du comité s'adresse à des personnes concentrées pour les informer de ce que l'entreprise veut et que nous n'acceptons pas. Nous demandons aux personnes qui retournent à leur travail de se faire aux dépens des contrôles et de laisser le comité responsable de ce qui s'est passé.

A 11h30 nous avons une réunion technique avec les responsables des filières depuis le point de départ de la non-reprise de la production. Lors de cette réunion, nous nous sommes mis d'accord sur la manière de collecter et d'envoyer des personnes chez elles sans encombrement. Enfin, peu avant 13h00, les derniers ouvriers quittent l'usine.

À 12h30, Titos, fou de rage, a menacé de prendre les mesures nécessaires contre les personnes qui ont fait le sit-in.

Dans l'après-midi du mardi 17, le comité a accepté une demande de réunion pour mercredi 18, mais la société a indiqué qu'elle ne pouvait se réunir avant le vendredi 20 à 10h30.

Curieusement, avec le personnel à domicile, les appels des services médicaux aux groupes de travailleurs qui ont été exposés au virus sont en augmentation. De plus, dans l'après-midi du mercredi 18, le PRL parle de 4 positifs confirmés et de 154 personnes présentant des symptômes non testés.

Conclusion

Ce qui explique que chez Mercedes nous avons pris une décision radicale est évident : la fameuse ligne 10 n'est pas n'importe quelle ligne : c'est la ligne par laquelle le véhicule fini quitte la chaïne. La stopper conduit tôt ou tard,à tout arrêter et, par conséquent, toute production de véhicules s'arrête. La seule responsabilité appartient à l'entreprise, qui n'a pas montré la moindre empathie envers le personnel, ni les sentiments qui l'ont submergé, qui n'a pas compris que dans l'esprit de tous les travailleurs l'idée que l'attitude de l'entreprise reflétait que la production de camionnettes était une priorité sur la santé des gens.

En ce qui concerne le travail syndical, chez ESK, nous avons pris le problème très au sérieux dès le départ, bien que le processus de diffusion de cette prise de conscience à l'ensemble du personnel ait pris son temps compte tenu de la position de l'entreprise. Vraisemblablement, ils attendaient que des mesures économiques prévalent, mais les événements les ont dépassés. Notre avis est que Mercedes a cherché à continuer à travailler au maximum afin que l'arrêt se produise en raison de pénuries et que les entrepreneurs ou les fournisseurs soient donc responsables de l'arrêt de la production ou même de provoquer l'absentéisme en raison de maladies ou de quarantaines (l'absentéisme avait grimpé en flèche ces dernières semaines).

En tout état de cause, la santé de leurs travailleurs, des sous-traitants et de leurs familles n'était évidemment pas leur priorité.

La chose la plus importante est que l'action du 16 a été un soulagement pour les travailleurs et le personnel, ainsi que pour les précaires. On pouvait voir la peur, la tension, l'incompréhension ; puis joie et remerciements. Dans le conflit de l'entreprise, le PDG Titos a dit que nous parlions d'émotivité et, en fait, il avait raison : bien sûr, notre motivation était insérée dans l'émotionnel. Mais comment pourrait-il en être autrement : nous parlons de la santé des gens, de leur vie, un principe inaliénable d'un syndicalisme qui se respecte. Eh bien, le lundi 16, nous avons contribué comme jamais auparavant à placer la vie des gens au centre de notre action syndicale.

20/03/2020

Dani Ramos, membre du comité d'entreprise de Mercedes Benz pour le syndicat ESK

P.-S.

• Article écrit pour la revue Viento Sur. 21/03/2020 :
https://www.vientosur.info/spip.php?article15737

Notes

[1] Vitoria-Gasteiz est la capitale de la province d’Alava et de la Communauté autonome du Pays basque en Espagne.